

Informations

Rapides

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 3^e trimestre 2018

À la fin du troisième trimestre 2018, la dette publique s'établit à 2 322,3 Md€

Avertissements : la dette trimestrielle étant fondée sur des sources comptables moins complètes que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

La seule variation de la dette sur une période ne permet pas de déduire le déficit public. Pour passer de la variation de la dette brute au sens de Maastricht au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et des passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht, ainsi que du mode de valorisation de la dette nominale. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

La dette publique augmente de 22,5 Md€ par rapport au trimestre précédent

À la fin du troisième trimestre 2018, la dette publique de Maastricht s'établit à 2 322,3 Md€, en hausse de 22,5 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle augmente de 0,3 point par rapport au deuxième trimestre 2018 et s'établit à 99,3 %. La dette publique nette augmente moins fortement (+7,7 Md€).

La dette de l'État accélère et celle des organismes divers d'administration centrale est stable

Au troisième trimestre 2018, la contribution de l'État à la dette croît de 32,2 Md€, après +19,5 Md€ au deuxième trimestre. Cette hausse provient pour l'essentiel de la dette négociable à long terme (+36,3 Md€) et, dans une moindre mesure, des dépôts des correspondants au Trésor (+2,3 Md€). La dette négociable à court terme diminue (-6,5 Md€).

La contribution des organismes divers d'administration centrale (Odac) à la dette est stable.

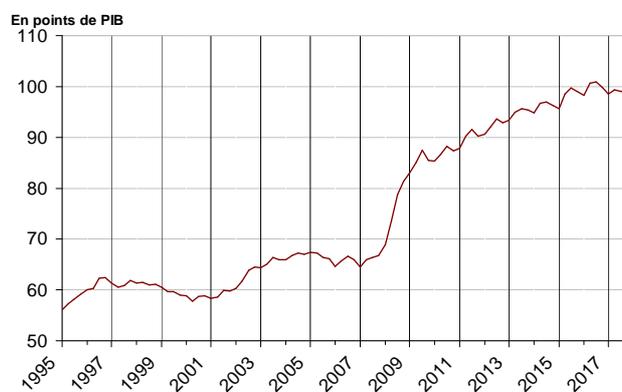
Les dettes des administrations publiques locales et des administrations de sécurité sociale diminuent

Au troisième trimestre 2018, la contribution des administrations publiques locales (Apul) à la dette diminue modérément (-0,5 Md€) : les communes se désendettent de 0,3 Md€, les départements de 0,5 Md€ et les régions de 0,1 Md€. Au contraire, les syndicats des collectivités locales s'endettent de 0,1 Md€ et les organismes divers d'administration locale (Odal) de 0,4 Md€.

La contribution des administrations de sécurité sociale (Asso) à la dette diminue plus fortement (-9,2 Md€), surtout du fait de l'Acoss (-7,7 Md€) et, dans une moindre mesure, de la Cades (-1,4 Md€) et de la Cnaf

(-0,1 Md€).

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2017T3	2017T4	2018T1	2018T2	2018T3
Ensemble des adm. publiques	2269,2	2257,8	2294,6	2299,8	2322,3
en point de PIB (*)	99,8%	98,5%	99,3%	99,0%	99,3%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1788,0	1768,1	1808,8	1828,4	1860,5
Organismes divers d'adm. centrale	61,3	61,9	62,1	60,1	60,1
Administrations publiques locales	196,6	201,5	200,1	199,4	199,0
Administrations de sécurité sociale	223,3	226,2	223,6	211,9	202,7
dont, par instrument :					
Dépôts	38,9	37,4	39,4	41,1	43,6
Titres négociables	1953,2	1938,5	1975,7	1980,7	2002,5
court terme	188,5	170,6	185,5	169,8	154,8
long terme	1764,7	1768,0	1790,3	1810,9	1847,7
Crédits	277,1	281,8	279,5	278,0	276,3
court terme	7,2	7,0	7,7	7,6	6,9
long terme	269,9	274,8	271,8	270,4	269,4

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Au troisième trimestre 2018, la dette publique nette augmente de 7,7 Md€

À la fin du troisième trimestre 2018, la dette nette des administrations publiques s'élève à 2 092,7 Md€, soit 89,5 % du PIB (contre 89,7 % au trimestre précédent), en hausse de 7,7 Md€. L'écart de 14,8 Md€ avec la variation de la dette brute traduit notamment la hausse de trésorerie de l'État (+11,5 Md€) et des Asso (+1,5 Md€). Par ailleurs, les Odac enregistrent pour 1,6 Md€ de dépôts liés à la dotation de l'État dans BPI France dans le cadre du fonds pour l'innovation.

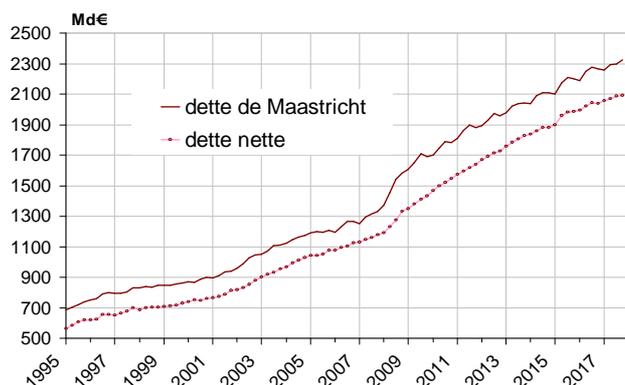
La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en milliards d'euros)

	2017T3	2017T4	2018T1	2018T2	2018T3
Ensemble des adm. publiques	2040,0	2054,7	2070,6	2085,0	2092,7
dont :					
État	1669,2	1668,6	1691,2	1713,7	1734,5
Organismes divers d'adm. centrale	45,0	45,5	46,2	46,4	44,8
Administrations publiques locales	184,3	189,4	187,9	187,1	186,4
Administrations de sécurité sociale	141,5	151,1	145,3	137,8	126,9

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Dette au sens de Maastricht et dette nette



La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'OPC croît de nouveau

Au troisième trimestre 2018, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif (OPC) détenus par les administrations publiques (APU) augmente de 8,4 Md€ pour atteindre 250,6 Md€. La hausse des cours de la Bourse, en particulier pour EDF et Safran, se traduit dans la valorisation des actions cotées détenues par l'État par un gain de 7,7 Md€. Par ailleurs, le Fonds de réserve pour les retraites (FRR) achète pour 0,3 Md€ d'actions cotées, comme le Régime social des indépendants (RSI). À l'inverse, l'État vend pour 0,2 Md€ d'actions Engie. Les détentions de titres d'OPC augmentent de 0,3 Md€ : la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL) en achète notamment pour 0,4 Md€ ; le FRR en vend pour 0,6 Md€. Par ailleurs, la valeur des titres détenus par les Asso augmente (+0,5 Md€) en lien avec la hausse des cours boursiers.

Les actions cotées et les OPC détenues par les administrations publiques

(en milliards d'euros)

	2017T3	2017T4	2018T1	2018T2	2018T3
Ensemble des adm. publiques	230,6	237,0	238,3	242,2	250,6
dont :					
État	61,1	64,9	66,7	58,9	66,4
Organismes divers d'adm. centrale	36,5	36,3	36,6	47,0	47,0
Administrations publiques locales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Administrations de sécurité sociale	132,9	135,8	134,9	136,2	137,2

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Actions cotées et titres d'OPC détenus par les APU



Pour en savoir plus

- Au dernier trimestre, le produit intérieur brut (PIB) utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le **PIB annuel en données brutes**. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du **PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)** sur les quatre derniers trimestres connus.

- Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'*Informations Rapides* sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées, etc.) sont disponibles sur la page web de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&theme=30&conjoncture=63>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : http://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Dette_m.pdf
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/102770522>
- Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr : <https://twitter.com/InseeFr>
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 26 mars 2019 à 8h45